

8
mars 2005

femmes en luttés

FORUM FÉMINISTE POUR UNE ALTERNATIVE POLITIQUE



LES FEMMES VEULENT PESER sur la marche du monde

La deuxième marche mondiale des femmes, partie le 8 mars du Brésil, est arrivée au Burkina Faso le 17 octobre dernier.

C'était un symbole fort de nous retrouver dans un des pays les plus pauvres de la planète pour la journée mondiale du refus de la misère. Sur le continent africain, où les femmes subissent la pauvreté, les violences, les guerres, nous avons affirmé les valeurs qui nous rassemblent : l'égalité, la liberté, la solidarité, la justice et la paix et nous avons adopté une *Charte des femmes pour l'humanité*. De France, nous étions près d'une cinquantaine (surtout des membres d'associations locales), la plus forte délégation, un signe des liens qui nous unissent aux Africaines qui vivent ici et là-bas.

Pour ne prendre qu'un aspect, au cours des nombreuses rencontres, les femmes d'Afrique nous ont dit : "Il faut militer pour un abandon des pratiques traditionnelles néfastes que sont l'excision et le mariage forcé". Elles avaient très envie de nous parler de leurs luttes et ont été touchées de savoir que nous allions les faire connaître en France pour faire reculer ces pratiques auprès de leurs sœurs qui vivent chez nous.

Évidemment, avoir des lois ou ne pas en avoir, ce n'est pas la même chose. Au Burkina, l'excision est interdite, il existe un numéro vert, les gendarmes interviennent et la justice punit ce délit, l'excision a reculé de 90 % à 70 %.

Le mariage forcé est un problème douloureux et d'une grande violence : les filles se sauvent dans la brousse, elles sont séquestrées, enlevées, menacées de mort, bannies. Pour elles, les solutions passent par la scolarisation des filles, l'autonomie économique et des lieux d'accueil pour les femmes en danger.

Ces échanges nous confortent dans notre conviction que la domination masculine dans les rapports sociaux a un caractère universel et que, partout, les femmes ont les mêmes aspirations, la même détermination à peser sur les décisions et les réalités.

Ernestine Ronai

responsable de l'*Observatoire des violences envers les femmes*
de la Seine-Saint-Denis

Éminisme

Commu

commission

Droits des femmes/féminisme

DÉCEMBRE 2005

Hommage à Madeleine Vincent
25 novembre 2005: journée internationale
contre les violences faites aux femmes
LDH: Université les 26 et 27 novembre,
point de vue !
Déclaration du PCF: sida en 2005

Pages 2-5

Les mardis d'Espaces Marx, compte-rendu
de la soirée du 15 novembre
Compte-rendu de l'assemblée des
militantes du 25 novembre dernier
Soirée de Formation à Marseille
le mardi 29 novembre
15 décembre : Angela Davis est présente
à Paris à l'Espace Niemeyer

Pages 6-8

Agenda

Page 9

HOMMAGE DE MARIE-GEORGE BUFFET À MADELEINE VINCENT

"Madeleine Vincent nous a quittés. Ce jour est un jour de tristesse pour les communistes. Une immense peine m'étreint aujourd'hui. Je mesure la force de ce que nous avons partagé.

Madeleine Vincent a été de tous nos combats, de tous nos espoirs. Avant tout, elle était une formidable militante. Elle a porté avec fierté, avec humanité, avec sensibilité, nos idéaux de justice et de liberté. Elle a œuvré avec passion pour l'émancipation des femmes, son combat de toujours. Elle a beaucoup œuvré à ce que notre parti soit à la hauteur de notre peuple. Une grande dame s'en va, une personnalité du mouvement féministe, une dirigeante marquante du Parti communiste, une figure de notre histoire nationale.

Née en 1920, Madeleine Vincent fut très tôt, sensible à l'absurdité et aux malheurs de la guerre, qui avaient marqué sa famille, une famille d'ouvriers, d'employés et de journaliers agricoles. Encore en scolarité, elle fut très sensible aux événements de 1934, puis de 1936. Mécanographe de profession, elle adhéra à la Jeunesse Communiste, puis à l'Union des Jeunes Filles de France. Elle en animait l'activité locale et participait à la direction départementale du sud parisien. " On ne dira jamais assez ce que cette organisation a fait, sous la direction de Danielle Casanova, pour rassembler les jeunes filles, défendre leurs droits, organiser l'aide aux enfants d'Espagne, éclairer sur la montée du nazisme en Allemagne, éveiller et développer chez elles les sentiments démocratiques et patriotiques, expliquait-elle en 1997. Ce fut pour beaucoup dans ma détermination, dans celle de dizaines de milliers de jeunes filles. Les événements qui suivirent l'ont bien démontré. "

Ce fut en 1937 qu'elle adhéra au Parti communiste français.

Dès juillet 1940, elle entra dans la Résistance. Elle fut chargée d'organiser l'action dans les départements de la zone interdite, notamment dans le Nord et le Pas-de-Calais, sous le nom de " Paulette ", " Josette ", ou " Simone Lambert ". Dénoncée, elle fut arrêtée en gare de Douai le 9 janvier 1942. Emprisonnée à Loos, menottée en permanence pendant deux mois, elle fut transférée à Essen, puis à Kreuzbourg, Ravensbrück et Mauthausen. Dans les camps, elle continua à organiser la résistance au nazisme. Elle agit autant que possible pour la dignité des femmes, qui s'organisèrent pour refuser tout travail industriel, ou toute participation à la construction d'ouvrages militaires.

Libérée en 1945, elle reprit son activité, devint secrétaire de l'Union de la Jeunesse Républicaine de France puis secrétaire nationale de l'Union des Jeunes Filles de France. Elle s'engagea ensuite à l'Union des Femmes Françaises. Elle était attachée profondément à " toutes les actions des femmes pour les droits et la paix ". Elle avait fondé le journal " Femmes Aujourd'hui Demain ".

Membre du Comité Central du PCF de 1954 à 1996, et élue au Bureau politique de 1970 à 1990, elle fut responsable du secteur femmes, puis du secteur élections.

Ce qui frappe à la relecture de sa vie, c'est le courage qui était le sien. Non pas un courage tapageur, mais un courage simple et vrai. En 2001, lors du grand colloque historique " Femmes et communistes ", elle avait analysé avec lucidité et sans complaisance l'action de notre parti en direction des femmes, montrant les acquis et reconnaissant les absurdités qu'elle avait pu comporter. Elle les resituait dans le cadre des rendez-vous manqués entre le Parti communiste et notre peuple. " Aux générations nouvelles, nous offrons de construire le communisme, cette société de femmes et d'hommes libres et égaux, dans une lutte pour remettre en cause dès maintenant toutes les formes d'exploitation, d'oppression, d'aliénation, d'où qu'elles viennent, concluait-elle en se tournant vers l'avenir. Voilà pourquoi nous affirmons vouloir être pleinement communistes et pleinement féministes. " Ensemble, nous avons créé l'association " Femmes et communistes : jalons pour une histoire ".

Madeleine Vincent a toujours milité activement dans sa ville d'Issy-les-Moulineaux, avec son compagnon, notre camarade Guy Ducoloné. Leurs forces de vie se conjuguèrent dans leur immense amour. Qu'il trouve ici la marque de notre affection et de notre soutien. Elle était enracinée dans le quotidien des hommes et des femmes qu'elle rencontrait. Elle savait toujours, avec beaucoup de tendresse, faire sentir à chacune et chacun combien sa vie avait de la valeur. Ainsi était Madeleine Vincent, dans toutes les dimensions de sa vie.

Elle va nous manquer. "

Marie-George Buffet

Paris, le 22 novembre 2005

25 NOVEMBRE

journée internationale contre les violences faites aux femmes

COMMUNIQUÉ DU PCF

“En France métropolitaine, en moyenne, une femme meurt tous les quatre jours des suites de violence au sein du couple”, d’après un recensement national des morts violentes survenues au sein des couples en 2003 et 2004. Une femme sur dix déclare avoir été victime de violences de la part de son conjoint ou ex-conjoint dans les douze derniers mois. Toutes les enquêtes menées prouvent que les violences conjugales touchent tous les milieux sociaux et toutes catégories d’âge.

Seulement 8 % des femmes victimes de ces violences osent porter plainte et 6% de ces plaintes ont des suites judiciaires. La honte, s’ajoute souvent à la douleur physique, cependant, elle ne doit pas être du côté des agressées mais des agresseurs.

L’État ne peut ignorer la dramatique réalité vécue par ces milliers de femmes. Dire que c’est inacceptable ne suffit pas. L’État doit mettre les moyens nécessaires, en terme de protection des victimes, de lieux d’accueil et d’hébergement d’urgence, d’attribution de logement et apporter des aides financières aux associations qui luttent contre un tel fléau au lieu de diminuer leur budget.

Le 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, de nombreuses initiatives sont prises dans toute la France pour ensemble, dire “Non aux violences”.

Le PCF soutient toutes ces actions et appelle à manifester le 25 novembre à Paris avec toutes les associations féministes de lutte pour les droits des femmes à partir de 18 heures devant le cimetière du Père Lachaise (Métro Père-Lachaise).

Laurence Cohen, membre de la direction nationale du PCF, participera, pour le PCF à la conférence de presse commune, du 24 novembre, afin de soutenir la proposition d’une loi cadre contre toutes les violences faites aux femmes, proposition élaborée conjointement entre associations et partis politiques.

Parti communiste français, 23 novembre 2005

QUESTION AU GOUVERNEMENT de Muguette Jacquaint, séance du 29 novembre 2005

Monsieur le Premier ministre,

toutes les violences envers les femmes sont aujourd’hui un véritable fléau social. Ces comportements sont inacceptables et l’on ne peut supporter qu’ils soient banalisés. Certes, la Journée internationale du 25 novembre a été instaurée grâce à la mobilisation depuis des années d’organisations, d’acteurs sociaux et d’associations féministes concernés par ce fléau. Des milliers d’entre elles aujourd’hui restent invalides ou traumatisées, voire même décèdent à la suite de toutes sortes de violences pratiquées dans l’espace public et privé. Face à cela, monsieur le premier ministre, vous n’avez pas trouvé l’urgence de répondre à cette situation en examinant la loi adoptée au sénat le 25 mars dernier. Plus scandaleux encore, c’est une loi qui nous revient par le biais de la niche de l’UMP majorité oblige ! Vous auriez été mieux inspirés, mes chers collègues, d’accepter la proposition de loi communiste et socialiste telle qu’elle avait été rédigée sans supprimer des dispositions essentielles telle que la formation de tous les acteurs qui luttent pour améliorer l’accueil, la protection et le suivi de ces femmes, la prise en charge thérapeutique des conjoints violents et les moyens aux victimes de faire face aux séquelles sociales, médicales et psychologique engendrées par ces violences. Aujourd’hui, Monsieur le premier ministre, êtes vous prêt à organiser en ces lieux la discussion d’une loi cadre, comme en Espagne, demandée par des centaines d’associations, auxquelles le groupe communiste et républicain s’associe, pour agir contre toutes les formes de domination et de discriminations dont sont victimes les femmes dans ce pays. C’est une question de justice, d’égalité et de dignité.

Université d'automne de la LDH

L'université d'automne de la Ligue des Droits de l'Homme qui s'est tenue le week-end du 26 et 27 novembre avait pour thème : les droits des femmes, un combat pour l'universel.

Un succès par l'affluence, un amphithéâtre de plus de 400 places bondé, et par la qualité des interventions où tous les termes du débat féministe ont été posés avec intelligence.

Un débat insistant, moins sur le constat connu des femmes devenues certes "sujet mais qui n'ont pas fini d'être considérés comme objet, dans la parole et la pratique" (Geneviève Fraisse) où des inégalités sociales de fait entre femmes et homme où encore de "l'asymétrie persistante de la place des pères et des mères par rapport aux enfants" (Sylvie Cromer) que s'efforçant d'en cerner les causes et lançant quelques pistes très pertinentes pour "faire bouger les choses".

Ce qui m'a paru très fort, et relativement nouveau me semble t-il, c'est la communauté de vue de la plupart des intervenant-e-s, d'horizon professionnel pourtant très divers (philosophique, syndical, politique, associatif, sociologique, historique, droit...), sur l'absolue nécessité pour avancer d'interroger les identités construites.

Nous sommes là, j'en suis persuadé, au cœur de la problématique de la domination et de l'aliénation de sexe.

Tous et toutes unanimes pour pointer du doigt la résistance des identités de sexe, la non remise en cause par l'ensemble des institutions d'une socialisation différenciée des sexes.

"Il faut se libérer de l'assignation au foyer, au domaine privé. Il faut sortir des contraintes intériorisées. Pour cela il faut être très critique sur les identités construites". (Michèle Riot Sarcey)

"Refuser de questionner la construction sociale des différences de sexe c'est, en fait, s'installer dans l'inégalité". (Michèle Perrot)

Alors quels axes de travail, comment faire ?

Déjà avoir l'exigence de la lucidité sur ce qui est de l'effet et de la cause, prendre conscience du cercle vicieux entre l'inégalité dans la famille et l'inégalité au travail.

Pointé du doigt également, ce problème essentiel qui est tout simplement le temps. Le manque de temps que vit chaque femme ainsi

que, de plus en plus, la désynchronisation des temps, entre temps de travail et temps social, "le travail imposant ses rythmes au hors travail" (Maryse Dumas).

N'y a t'il pas lieu aussi de lancer un chantier sur "les travaux informels, sans contrat, sans retraite, qui ne sont toujours pas inclus dans les études économiques sur la mondialisation, qui restent un impensé" (Hélène Hirata), y compris des économistes de gauche alors que ces travaux représentent dans le monde largement plus de la moitié des heures travaillées !

Jouer la transformation de la société par la loi et par les mœurs. "Le féminisme nécessite un travail dans la transversalité et en même temps une résistance particulière, spécifique". (Geneviève Fraisse).

Et à bien y réfléchir une multitude d'actions à tous les échelons de la société sont possibles dès lors qu'une volonté politique s'exprime, comme de sensibiliser les personnels des centres de loisirs, de sortir l'école de "l'impensé" de la différence des sexes ou encore, pour ne citer qu'un témoignage parmi d'autres d'une participante, cette décision du conseil régional Île-de-France de ne subventionner les colloques que s'il y a parité des intervenant-es.

Interroger, j'y reviens, les identités construites, sans oublier surtout d'interroger l'identité masculine, car il y a quelque part l'idée fautive et absurde qu'il faudrait absolument préserver la virilité, la masculinité.

Mais ce qu'on nous dit être l'universel n'est pas au neutre, il a été et reste encore au masculin. "Jusqu'à présent, les femmes ont voulu ce qu'ont les hommes. Ne s'agit-il pas d'aller au delà ?" (Michèle Perrot).

Parce qu'il va au plus intime des individus, parce qu'il questionne les corps, le féminisme contient en germe la possibilité de construire un autre imaginaire social, il est en possibilité d'opposer un imaginaire de l'estime et de la diversité à un imaginaire de la domination et de l'identité.

En cela le féminisme est révolutionnaire.

Je ne peux m'empêcher de rajouter : à quand un Parti communiste qui en prendrait enfin pleinement conscience !?

Guy Stoll

1er décembre journée mondiale sida

COMMUNIQUE DE PRESSE

Alors qu'il a été déclaré " grande cause nationale 2005 " la journée mondiale 2005 de lutte contre le sida est une nouvelle fois l'occasion de faire le point des engagements non tenus en matière de santé publique, des retards considérables en matière de prévention et de moyens mis en œuvre pour lutter contre l'épidémie .

Ces dernières années, les données témoignent d'une augmentation du nombre de contaminations par voie hétérosexuelle, en particulier chez les femmes. Leur proportion parmi les personnes séropositives atteint aujourd'hui 50% contre 30% en 1997.

Prévention et traitements doivent prendre en compte ces données nouvelles pour s'adapter aux publics qui sont aujourd'hui les plus exposés.

Pour faire cesser l'invisibilité de la contamination au féminin qui conduit trop souvent à l'isolement, des associations proposent des espaces d'expression collective pour partager un vécu et permettre une meilleure prise en compte de leurs besoins par les professionnels de santé et les responsables de santé publique.

Nous sommes solidaires de toutes celles et tous ceux qui sont touchés par le virus du sida.

Nous nous trouvons également aux côtés des " femmes africaines " qui subissent la triple discrimination : femmes, pauvres et malades. La situation de ce continent demeure dramatique. Alors que les moyens existent pour soigner cette population laissée à l'abandon, les laboratoires pharmaceutiques avides de profits n'en facilitent pas l'accès

Stigmatisation, précarité, solitude : tels sont encore les dégâts " collatéraux " du virus. Rompre cette chaîne de discriminations, rester solidaires demeurent des actes courageux et militants. Il y a urgence à accélérer la recherche et les pouvoirs publics ont une responsabilité conséquente à cet égard.

Lorsque l'on mesure les enjeux de la lutte contre le sida et que l'on regarde la casse méthodique de notre système de santé ,on ne peut qu'éprouver de la colère

Le PCF participera à la journée de mobilisation, ce premier décembre 2005 pour redire son exigence de véritables moyens publics pour la Recherche, pour les Hôpitaux, pour toute la politique de Santé et de prévention dans notre pays et d'un effort international exceptionnel pour faire face à la pandémie .

Parti communiste français

LES *mardis* D'ESPACES MARX : SOIRÉE DU 15 NOVEMBRE

pouvoir, pouvoirs la domination de sexe comme sujet politique

Une alternative aux sociétés qui régissent l'organisation capitaliste du monde peut-elle se construire sans intégrer pleinement la nécessité d'une rupture radicale quant aux rapports sociaux entre les sexes ?

La remise en question de la domination des hommes sur la société et la subordination des femmes restera marginale ou inconséquente si elle ne devient pas une question politique de premier plan.

Bases du débat *Espaces Marx-l'Humanité* du 15 novembre, ces questions ont été abordées par Michèle Riot-Sarcey, historienne; Sylvie Jan, consultante en égalité femmes-hommes; Nicole-Edith Thévenin, philosophe et psychanalyste; Stéphane Rozès, politologue; Jacques Ohlund, initiative féministe Suède et Lilian Halls-French, sociologue, IFE-EFI.

Débat animé, passionnant, mettant en visibilité les origines des obstacles, leur reproduction, mais aussi les nouvelles pistes ouvertes par le mouvement féministe, l'urgence d'une appropriation mixte – tant au niveau des individu-e-s que des organisations se réclamant d'un autre monde –, la nécessité pour le mouvement féministe, dans sa diversité, de retrouver du sens politique pour établir un rapport de forces et donc de jouer pleinement son rôle transformateur.

Le débat a été enregistré et donc on peut espérer une publication qui rendra mieux compte de son intérêt.

Voici donc quelques unes des paroles :

- Les femmes sont objets de préoccupation, mais PAS SUJETS de l'Histoire.
- Toutes les sociétés sont fondées – dans tous les domaines – sur la hiérarchie, et, en haut de la pyramide, domination masculine.
- Les valeurs républicaines sont en crise. La PAROLE des gens qui se révoltent aujourd'hui n'émerge pas : on parle à leur place. La démocratie représentative est en crise, les représentant-es ne représentent pas la société : où sont les femmes ? les jeunes ? les salarié-es ? les immigré-es ? les pauvres ? Le système du pouvoir politique est en crise : les partis politiques se casseront la figure. Il faut revoir la démocratie représentative. C'est pourquoi la réelle égalité hommes/femmes est un atout démocratique majeur.
- Les féministes, en posant "le privé est politique", ont fait avancer toute la société, mais aujourd'hui

le privé n'est pas un objet politique.

- C'est une chose de savoir que nous subissons la domination, c'en est une autre de comprendre qu'en tant que sujets nous découpons de cette domination. Il est nécessaire de reformuler la domination en terme de pouvoir, la reproduction de "l'ordre des choses" est l'intériorisation de la domination.
- Le féminisme ne doit pas se contenter de la dénonciation, mais retrouver sa nature SUBVERSIVE.
- L'expérience suédoise FI s'appuie sur ces analyses des rapports du mouvement féministe avec le pouvoir. Si FI accède au Parlement, il aura l'initiative de la formulation des questions en demeurant un mouvement extraparlamentaire.

Un échange intéressant a été initié par l'intervention de Sylvie Jan sur la démocratie participative. En voici quelques extraits :

- La question du pouvoir, des pouvoirs, renvoie à un profond malaise : les échecs et les gâchis du 20^e siècle...
- Les tentatives de démocratie participative produisent-elles du nouveau, tendent-elles à produire de l'égalité politique entre les citoyens et les citoyennes ? Participent-elles à déconstruire les rapports traditionnels de pouvoir, de domination de sexe ? Une démocratie participative paritaire comme le demandent des féministes européennes est-elle possible ?
- La démocratie participative, qui offre un nouveau cadre théorique, crée les conditions d'une nouvelle pratique politique.
- Hypothèse : la démocratie participative est une démocratie en mouvement. Sa mise en œuvre est traversée de tensions, de paradoxes, de complexité... Pour donner jour à une démocratie participative alternative à la démocratie patriarcale et libérale, un chemin nous paraît incontournable : celui de la lutte politique contre la domination de sexe...

Cette question du pouvoir est ouverte, le débat engagé.

Le réseau européen *Femmes et pouvoir : enjeux pour une autre Europe* et l'IFE-EFI ont tenu récemment un séminaire sur le sujet et poursuivent ce travail : bienvenue à vous.

ife@efi-europa.org

Josette Rome- Chastanet



ASSEMBLÉE DES MILITANTES DU 25 NOVEMBRE

un forum féministe pour le 8 mars

A l'initiative de la commission nationale *Droits des femmes/féminisme*, une centaine de camarades se sont retrouvée-es en assemblée avec Marie-George Buffet, vendredi 25 novembre, pour échanger sur le thème du féminisme et du communisme à l'heure de la construction d'une alternative antilibérale crédible et durable à gauche .

Assemblée dynamique, volontaire, ouvrant des pistes de luttes, et de réflexion dans un contexte politique où les acquis sont remis en cause et où la condition des femmes subit des reculs dans tous les domaines.

Les liens qui se sont (re)noués, durant la bataille référendaire, avec de nombreuses féministes, permettent d'être à l'offensive pour élargir le rassemblement populaire afin de changer la vie.

À l'aise dans les batailles menées tout au long de l'année contre, notamment, la pauvreté dans le cadre de la Marche mondiale, les violences faites aux femmes avec tout le travail entrepris avec le CNDF et devant déboucher sur une loi cadre, les militantes communistes ont montré la richesse de leur engagement pour conquérir le droit à une égalité réelle dans notre pays et mener conjointement le combat contre toutes les dominations et contre l'ultra libéralisme !

Elles ont noté également que les reculs de la société ne sont pas sans incidence au sein du parti lui-même, ce qui nécessite de multiplier les initiatives de formation, de débats, et d'être extrêmement vigilants lors de la préparation du congrès. Il serait en effet très grave de ne pas pouvoir dépasser les blocages qui existent et qui sont dus à la fois à une analyse minorée, chez certains camarades, de la portée du féminisme et à nos structures mêmes qui pénalisent les femmes quant à leur accès à des responsabilités. Marie-George Buffet a souligné l'importance du combat féministe et sa détermination à le porter dans et hors du Parti.

Toute l'assemblée a été unanime pour organiser un forum féministe en mars 2006, un forum de femmes en lutte, s'inscrivant dans la construction d'un projet politique en lien avec notre visée de transformation sociale.

Quatre camarades ont présenté leur intervention autour de quatre thèmes différents lors de cette réunion :

Colette Mô : *Néolibéralisme et patriarcat*

Chantal Petitjean : *Réseau féministe politique européen : égalité en Europe, propositions de campagne politique*

Laurence Cohen : *Féminisme et PCF*

Elisabeth Ackermann : *Forums et alternative politique, quelles sont nos propositions communistes/féministes ?*

Si vous souhaitez en prendre connaissance intégralement, ces interventions sont consultables sur notre site : www.pcf.fr

formation à Marseille

“Le féminisme est une dimension centrale de l’émancipation humaine”, tel était le thème de l’introduction que je présentais à la soirée de formation, organisée à Marseille, le 29 novembre dernier, par Mireille Mavrides et la fédération des Bouches du Rhône.

Le débat, qui réunissait une vingtaine de participantes et participants, fut riche et exigeant.

Beaucoup de satisfaction de voir reconnue la nécessité de porter dans un même mouvement lutte contre l’exploitation capitaliste et lutte contre les dominations sexistes, tout en notant des difficultés persistantes à mettre en actes nos “déclarations d’intention”. Il faut avoir la volonté politique d’aller au bout de nos analyses et s’en donner les moyens.

D’ailleurs, plusieurs participants ont du mal à s’extraire de la hiérarchisation des questions, la notion du travail étant fondamentale comme facteur d’autonomie, elle devient exclusive, ce qui suscite de vifs échanges.

Cette soirée a permis également de mener une réflexion approfondie sur le concept d’émancipation, en lien avec notre visée communiste (mise en commun).

Dans le même temps, chacune et chacun a constaté l’âpreté de la bataille idéologique dans et hors du parti ; le féminisme n’est plus à l’ordre du jour depuis les années 80, d’où des reculs en profondeur des conditions de vie des femmes.

Le conservatisme de la société française, avec recrudescence des religions et montée de l’extrême droite, frappe en priorité les femmes. Dénonciations fortes des inégalités, des violences

faites aux femmes, sans tomber dans la victimisation systématique.

Questions quant à la loi sur la parité, pourquoi avoir besoin de légiférer ? L’assemblée reconnaît l’acquis positif d’une telle mesure pour aller vers l’égalité réelle en politique. Mais on n’est pas au bout du chemin, d’où l’importance de porter plus haut et plus fort notre engagement en faveur de la proportionnelle et du statut de l’élu(e).

Discussion à bâtons rompus sur la votation citoyenne, la place des femmes immigrées ou issues de l’immigration dans l’exercice de la citoyenneté.

En lien avec la bataille référendaire, les convergences qui animent les femmes en France, en Europe et dans le monde, le besoin de faire de la politique autrement est déterminant, il s’agit donc de faire en sorte que les femmes prennent la parole et la gardent en constituant notamment des groupes de parole de femmes.

Toute cette réflexion a mis en évidence le besoin impérieux, si l’on veut chasser durablement la droite et ouvrir une perspective à gauche, de multiplier les forums de proximité, dans les quartiers, les entreprises, sur toutes les questions abordées ce soir.

Populaire et féministe, deux caractéristiques essentielles de ce rassemblement, si nous voulons transformer la société.

Cette soirée en appelle d’autres, me semble-t-il ! Et si on décidait d’organiser ce genre de formation dans chaque fédération dans le cadre de la préparation de notre congrès ?

Laurence Cohen

RÉCEPTION EN L’HONNEUR D’ANGELA DAVIS

Angela Davis nous fait l’immense honneur d’être parmi nous. Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF et Laurence Cohen, responsable nationale de la commission Droits des femmes/féminisme, seraient très heureuses de partager ce moment avec toi et t’invitent : **jeudi 15 décembre 2005 à partir de 1h30, hall de l’espace Niemeyer**

Angela Davis est née le 26 janvier 1944, à Birmingham, en Alabama à une époque où le racisme et les troubles politiques faisaient rage. Ses parents étaient enseignants, et dès son enfance, elle est plongée dans le milieu communiste, et reçoit déjà les influences de ce qui seront ses conceptions politiques et ses convictions philosophiques.

En 1960, elle passe deux ans à étudier à l’école de Frankfurt sous la direction de Théodore Adorno. De 1963 à 1964, elle suit des cours à Paris, puis elle rentre dans le Massachusetts à l’université de Brandeis. Après avoir obtenu sa licence en 1965, elle part en Allemagne pour suivre des études plus approfondies.

De nouveau aux États-Unis, en Californie, à l’université de San Diego, elle reçoit sa maîtrise en 1968. C’est à cette même année qu’elle devient

membre du Parti communiste et des black panthers. Son investissement dans ses deux groupes lui valurent d’être surveillée de très près par le gouvernement des États-Unis.

Après avoir enseigné pendant un an à l’université de Californie à Los Angeles, elle en est renvoyée. Ce licenciement était principalement dû à son appartenance au Parti communiste. En 1970, elle devient la troisième femme dans l’histoire à être inscrite sur la liste des personnes les plus recherchées par le FBI. Accusée de conspiration pour libérer Georges Jackson, le FBI estimait qu’Angela Davis avait armé des prisonniers dans la Cour du Comté de Marin. Elle a dû passer deux semaines à fuir la police.

À cette époque, on pouvait voir une pancarte affichée dans de nombreuses maisons, où l’on pouvait lire : “Angela notre sœur, tu es la

bienvenue dans cette maison”. Elle fut finalement découverte par la police dans un hôtel après avoir été accusée de meurtre et de kidnapping. Elle a passé 16 mois en prison puis fut acquittée.

En 1971, les essais dans lesquels elle détaille sa croyance en la doctrine communiste et ses pensées sur l’oppression raciale sont publiés. Puis, convaincue par ses amis, elle écrit son autobiographie et se présente aux élections de 1980 sous les couleurs du Parti communiste.

“Women, Race and class”, publié en 1981, devient un classique du féminisme. En 1989, elle publie la première collection de ses discours de 1983 à 1987, intitulée “Women, Culture and politics”. De nos jours, Angela Davis continue son combat politique et social. C’est une théoricienne accomplie et cultivée, elle enseigne à l’Université de Californie à Santa Cruz et continue à faire des discours.

AGENDA

10 et 11
décembre

Bobigny, *Alternative féministe* dans le cadre du CNDF

15 décembre

Réception avec Angela Davis, à 11h30, hall de l'espace Niemeyer

20 décembre

Délégation du PCF, composée de Nicole Borvo, Laurence Cohen et Muguette Jacquaint reçue à l'ambassade d'Iran, à 9 h30

14 janvier

Stage de formation à la fédération de Paris avec Laurence Cohen, 15 heures

21 au 25
janvier

Laurence Cohen sera en Palestine, où elle pourra rencontrer des associations féministes palestiniennes et israéliennes

*bonne
année
à toutes
et tous*

dans le cadre de l'activité de notre commission, nous alimentons en textes de réflexion deux autres sites que celui du Parti, vous pouvez les consulter.

PGE : www.european-left.org

FORUMS: www.forum-alternative.fr

si vous souhaitez que nous publions les vôtres, vous pouvez également nous les faire parvenir